

S. Dassault

L'Etat rend hommage à un marchand de canons

Serge Dassault, qui vient de décéder à 93 ans, a été salué par les plus hautes autorités de l'Etat. De nombreux hauts gradés, Sarkozy, Giscard... faisaient partie de la foule qui a écouté l'hommage lu par le Premier ministre Philippe. S. Dassault était un membre éminent de l'oligarchie. A la tête de la 4^e fortune de France (selon le classement Forbes), il a également été sénateur. Il a poursuivi la politique de son père dans les médias, en achetant à Hersant le groupe qui contrôlait notamment *le Figaro*, devenant ainsi le propriétaire d'un des principaux médias et du premier groupe média digital. Il est pour le moins osé de prétendre, comme l'a fait Philippe, que Dassault « a contribué au libre jeu de notre pluralisme politique en présidant aux destinées de l'un de nos premiers quotidiens nationaux » !

A la différence de la plupart des membres de l'oligarchie, S. Dassault était un homme engagé dans la vie politique. Plusieurs fois poursuivi pour des affaires d'achats de voix, de corruption, notamment lors d'élections à la mairie de Corbeil-Essonne, il n'a été condamné à l'illégalité que récemment pour avoir dissimulé des comptes bancaires à l'étranger et pour s'être soustrait au fisc. Très longtemps, il aura pu compter sur ses « amis » au Sénat, pour lui éviter d'être entendu par les enquêteurs ; le dernier refus de la levée de son immunité parlementaire avait été voté « à main levée » en 2014 !

L'hommage officiel de Philippe insiste sur son « patriotisme » et son esprit d'entrepreneur, passant évidemment sous silence les graves accusations de

corruption. Par contre, il a insisté sur sa conviction « qu'il fallait libéraliser le marché du travail, par un libéralisme responsable favorisant l'intéressement des salariés pour rénover les relations sociales au sein de entreprises », parlant du groupe Dassault comme d'un « laboratoire » dans ce domaine. Parler du « libéralisme responsable » de Dassault ne manque pas de sel : voici un groupe qui a été littéralement « porté » par l'Etat, à coups de contrats et de commandes de plusieurs dizaines de milliards d'avions de combat, sans concurrence ; qui a construit son assise industrielle et commerciale grâce à l'Etat, dont les représentants, chefs d'Etat en tête, ministre des armées, haute hiérarchie militaire... sont les commis voyageurs des avions Dassault auprès des gouvernements auxquels ils sont proposés, avec des garanties financières de l'Etat. C'est cette assise industrielle et financière qui a permis à Dassault de développer, avec succès, la branche des avions d'affaires, les « Falcon », vendus très cher aux grandes fortunes, aux grands groupes du monde entier. Les liens entre Dassault et l'Etat illustrent de façon éclatante le fait que l'Etat est au service des monopoles. Et quand Philippe parle du « patriotisme » de Dassault, quand il affirme qu'en « servant son entreprise, S. Dassault n'a jamais cessé de servir son pays », il renverse la réalité des choses.

Quant au laboratoire social, il faudrait plutôt parler d'une forme de gestion paternaliste, qui peut se permettre des salaires plus élevés que la moyenne, des primes substantielles, parce qu'il a besoin de fidéli-

ser son personnel et qu'il en a les moyens financiers. Mais c'est le même Dassault qui n'a cessé de prôner, pour l'ensemble des entreprises, la totale liberté de licenciement, de rallonger le temps de travail (« on ne travaille pas assez en France » aimait-il à répéter), la suppression de l'ISF et de l'impôt sur la succession, deux questions où ses intérêts personnels étaient en totale adéquation avec ses positions politiques.

Dans son intervention, Philippe a souligné trois domaines dans lesquels Dassault a joué un rôle essentiel : la mise au point de logiciels capables de simulations à grande échelle, employés aujourd'hui dans de très nombreux domaines économiques ; le nucléaire, avec le Mirage IV emportant une bombe nucléaire et les Rafale, qui emportent des missiles à tête nucléaire ; et la coopération européenne en matière de drones et de la production du « système de combat aérien du futur, pour l'instant conçu dans un cadre franco-allemand ».

C'est la confirmation d'une collaboration poussée entre Dassault et Airbus (1), pour développer un nouvel avion de combat (qui devrait remplacer l'Eurofighter et le Rafale à partir de 2035, avec des prototypes à partir de 2025), tout le système de combat dans lequel il s'intègre, comprenant notamment des drones MALE (coopération Airbus- Cassidian et l'israélien IAI), des radars, les réseaux de communications interconnectés et sécurisés, des missiles, satellites « de systèmes de l'Otan » et de systèmes de combat terrestres et navals.

C'est le 25 avril que cette collaboration stratégique a été publiquement

annoncée, pour « garantir la souveraineté et l'autonomie stratégique de l'Europe (...). Ce programme renforcera les liens politiques et militaires entre les deux principaux Etats européens, tout en dynamisant son industrie aérospatiale », selon le PDG de Dassault aviation.

Autonomie de « l'Europe de la défense », à partir de la collaboration renforcée entre l'impérialisme français et l'impérialisme allemand, mais dans le cadre des « systèmes Otan » : c'est toute l'ambiguïté des discours sur la défense européenne.

Pour nous, pour les forces qui luttent contre la militarisation de l'économie, contre la prolifération des armes vendues essentiellement par les grandes puissances (un marché évalué à 1 200 milliards de \$), et dans ce cadre, en premier lieu par les Etats membres de l'Otan, contre les politiques de guerres impérialistes, nous combattons à la fois l'Otan et la « défense européenne » ; toutes deux sont dirigées contre les peuples et visent à garantir le système impérialiste. ★

C.A. du groupe Dassault : 4,8 milliards, 11 400 salariés. Production d'avions militaires et civils, de drones militaires. Airbus : C.A. de 67 milliards, 129 000 salariés. Airbus produit des avions militaires, un avion de transport - l'A 400, gouffre financier - la gamme des Airbus, des satellites, des hélicoptères civils et militaires et des missiles.

Eurosatory

Non au salon des marchands de canons !

Du 11 au 15 juin se tiendra le « salon international de défense et de sécurité », connu sous le nom d'Eurosatory, au parc des expositions de Villepinte. Plus de 1 500 exposants sont annoncés, de 54 pays, dont les grands noms de l'industrie de l'armement et de la sécurité, notamment français. A n'en pas douter, il y aura un hommage à « l'un des leurs », S. Dassault qui était d'ailleurs présent au salon de l'aéronautique du Bourget, le pendant d'Eurosatory plus centré sur l'armement terrestre.

Outre l'exposition de matériels, de « démonstrations dynamiques », ce salon sera jalonné de conférences (57), notamment sur les sujets de la défense européenne, les marchés de l'armement, le contre-terrorisme, les forces « hybrides » (hommes, robots, machines) et le recours à l'intelli-

gence artificielle. Seront aussi abordés les « retours d'expérience », comme celle du G5 Sahel. Les armes « non létales » vont côtoyer les armes utilisées dans les guerres et c'est au nom de la nécessité de développer la « sécurité » quotidienne face aux « menaces terroristes » que la « guerre extérieure » rejoint la « guerre intérieure ». L'état d'urgence inscrit dans la loi « ordinaire » gomme la frontière entre le « maintien de l'ordre policier » et les opérations militaires.

Différentes mobilisations sont prévues, dont des actions non-violentes devant le salon lui-même. Le Mouvement de la Paix et d'autres organisations seront aussi présents à Villepinte et organiseront aussi des mobilisations à Paris, comme celle du samedi 9, de 16h à 19h place Saint-Michel. Le but est de s'adresser large-

ment à la population, pour l'informer sur la réalité de la politique militariste suivie et sur ses conséquences.

En Belgique, l'achat de F-35 ne passe toujours pas

Nous sommes intervenus dans plusieurs numéros de notre journal sur la mobilisation des organisations belges regroupées dans la « Plateforme contre les avions de chasse », contre l'achat de F-35. Le gouvernement et la haute hiérarchie militaire du pays mentent de façon éhontée devant la commission parlementaire qui demande des explications sur cet achat de plusieurs milliards d'euros. Mais c'est grâce au travail d'information et de mobilisation du collectif que cette question est venue dans le

débat public. La mobilisation se poursuit et sera présente dans les activités des 7 et 8 juillet prochains, dans le cadre des protestations contre le sommet de l'Otan à Bruxelles. Les amis de Belgique développent notamment un argument qui « parle » : celui du transport ferroviaire sommé d'économiser 3 milliards d'euros entre 2015 et 2019, alors que « le budget annuel de la Défense sera de 6,5 milliards d'euros ». Le gouvernement entend signer le contrat pour l'achat de 34 avions chasseurs-bombardiers pour un coût de 3,6 milliards. Avec les frais annexes, le coût total de ce contrat sera au minimum de 15 milliards d'euros... « Contre les besoins criants de la population, le gouvernement fixe manifestement une priorité : l'armée et la militarisation » (voir le site www.csotan.org). ★